

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/CTD/M/16

4 mai 2004

(04-1953)

Comité du commerce et du développement
Seizième Session extraordinaire

NOTE SUR LA REUNION DU 1^{ER} AVRIL 2004

*Président: S.E. M. Ransford Smith (Jamaïque) pour les points A et B
et M. Faizel Ismail (Afrique du Sud) pour les points C et D*

Sommaire:

A.	ADOPTION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR.....	1
B.	ÉLECTION DU PRESIDENT.....	1
C.	VOIE A SUIVRE ET STRUCTURE DES TRAVAUX FUTURS.....	2
D.	AUTRES QUESTIONS	5

A. ADOPTION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Le projet d'ordre du jour de la réunion, tel que reproduit dans l'aérogamme WTO/AIR/2273 daté du 17 mars 2004, a été adopté.

B. ÉLECTION DU PRESIDENT

2. Le Président a informé les Membres que les consultations menées par le Président sortant du Conseil général sur la liste des candidats à la présidence des différents organes de l'OMC avaient débouché sur la proposition de nommer M. Faizel Ismail, Chef de la délégation sud-africaine auprès de l'OMC, président de la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement (Session extraordinaire) en 2004, et a proposé de l'élire à cette fonction.

3. Le Comité a, en conséquence, élu M. Faizel Ismail, de l'Afrique du Sud, Président de la Session extraordinaire.

4. Dans sa présentation de M. Ismail, le Président sortant a indiqué que celui-ci dirigeait la délégation sud-africaine auprès de l'OMC depuis avril 2002. Sa formation en droit et développement l'avait amené à occuper un grand nombre de postes importants, y compris au Ministère du commerce et de l'industrie de l'Afrique du Sud. Entre 1994 et 1995, il avait exercé les fonctions de conseiller du Ministre du commerce et de l'industrie. Il avait en outre coordonné un grand nombre de projets, dont: l'équipe du Congrès national africain de l'Afrique du Sud chargée de la politique en matière de commerce international, le groupe représentant le Ministère du commerce et de l'industrie auprès du Conseil national du développement économique et de l'emploi (NEDLAC); la restructuration et la mise en place des divisions chargées des relations commerciales internationales et de la promotion des exportations de la nouvelle Afrique du Sud; l'équipe pivot sud-africaine chargée d'accueillir la neuvième session de la CNUCED. Comme beaucoup de Membres le savaient, M. Ismail avait aussi été le négociateur en chef de l'Afrique du Sud lors d'un certain nombre de négociations importantes. En 2003, il avait présidé l'Assemblée générale annuelle du Centre du commerce international. Le Président sortant a ajouté que l'expérience de M. Ismail serait particulièrement précieuse dans

l'exercice de ses fonctions de Président du Comité, et que le nouveau Président conduirait avec efficacité les travaux sur le traitement spécial et différencié.

5. M. l'Ambassadeur Smith, de la Jamaïque, a cédé la présidence du Comité à M. Ismail, de l'Afrique du Sud.

6. Dans sa déclaration liminaire, le nouveau Président a remercié l'Ambassadeur Smith pour les efforts inlassables et la ténacité qu'il a manifestés en dirigeant les travaux de la Session extraordinaire, et a indiqué que c'était un plaisir pour lui de poursuivre cette tâche. Il a rappelé que l'Ambassadeur Smith et les Membres s'étaient beaucoup investis dans la Session extraordinaire avant que le Conseil général ne fût saisi de la question en février 2003. Il ne faisait aucun doute que, dans ce processus difficile, les Membres n'auraient pu parvenir aux résultats obtenus sans l'engagement et la ténacité de l'Ambassadeur Smith. Le nouveau Président a exprimé l'espoir que, dans les mois à venir, la Session extraordinaire continuerait de tirer profit de ses connaissances et de son expérience en matière de traitement spécial et différencié. Il a relevé que, pour beaucoup de Membres, cette question était au cœur du Programme de Doha pour le développement (PDD), et que les propositions qu'ils avaient soumises exprimaient leur espoir que l'OMC continuerait d'œuvrer en faveur d'une relation positive entre commerce et développement. Fondamentalement, il faudrait pour cela que tous les Membres continuent de faire en sorte que le système commercial multilatéral devienne un système équitable et fondé sur des règles équilibrées, propice au développement économique des pays en développement et à leur intégration dans le système commercial multilatéral. Le nouveau Président a indiqué qu'il s'emploierait, en coopération avec les Membres, à atteindre cet objectif, et que les Membres devaient continuer à faire évoluer l'OMC et le système commercial multilatéral de façon à ce qu'ils profitent à tous.

C. VOIE A SUIVRE ET STRUCTURE DES TRAVAUX FUTURS

7. Le Président a indiqué que, comme le signalait l'aérogramme, il envisageait de consacrer l'essentiel de la réunion à l'examen de la voie à suivre et de la structure des travaux futurs de la Session extraordinaire. Il commencerait par donner un aperçu de l'état d'avancement du programme de travail, puis livrerait quelques réflexions aux Membres; après quoi, il entendrait leur point de vue sur la façon dont la Session extraordinaire devrait structurer ses travaux dans les mois à venir de façon à progresser dans ce domaine. Il allait sans dire que le programme de travail sur le traitement spécial et différencié était un élément clé du Programme de Doha pour le développement, et que toute avancée en la matière se répercuterait sur l'ensemble des négociations de Doha. Les Membres étaient certainement conscients de cet aspect de leur travail. Comme ils le savaient, le paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha réaffirmait que "les dispositions relatives au traitement spécial et différencié font partie intégrante des Accords de l'OMC" et prescrivait de réexaminer "toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles". En outre, le paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre donnait pour instruction aux Membres "de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002". À cette date, toutefois, les divergences de vues entre les Membres n'avaient pu être surmontées pour la plupart des propositions, et l'incapacité de respecter cette échéance avait conduit à une prorogation jusqu'au 31 décembre 2002. Cependant, à ce moment-là, des recommandations n'avaient pu être formulées que sur quatre propositions axées sur des accords particuliers. Eu égard à l'absence d'accord sur la plupart des autres propositions axées sur des accords particuliers et sur la "voie à suivre", ce délai avait été repoussé une nouvelle fois au 10 février 2003, date à laquelle les Membres avaient été en mesure de formuler des recommandations sur huit autres propositions axées sur des accords particuliers, portant ainsi à 12 le nombre total de recommandations sur lesquelles il existait un accord de principe. Cependant, des divergences de vues subsistaient quant à l'opportunité d'y donner suite. C'est pourquoi, dans le rapport du Comité au Conseil général de février 2003, les Membres étaient convenus de recommander à celui-ci qu'il prenne note des recommandations

relatives aux propositions axées sur des accords particuliers au sujet desquelles les Membres étaient parvenus à un accord de principe, et de revenir à la question de leur adoption à une date ultérieure. Ils avaient en outre recommandé que le Conseil général apporte des clarifications selon qu'il le jugera approprié, au sujet du paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et du paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. Le Conseil général avait pris note de ce rapport et des déclarations qu'il contenait, et avait décidé que son Président, en coordination avec le Président de la Session extraordinaire du CCD, engagerait des consultations sur la manière de faire avancer cette question.

8. Il a poursuivi en indiquant que, conformément à cette instruction et sur la base des consultations qu'il avait eues, le Président du Conseil général avait proposé une approche fondée sur deux principes fondamentaux, à savoir que toutes les propositions axées sur des accords particuliers restaient en suspens et seraient examinées, et qu'une catégorisation informelle était essentielle pour les traiter efficacement. Au terme de longues et laborieuses consultations, les Membres avaient pu s'entendre sur un certain nombre de propositions axées sur des accords particuliers. C'est pourquoi l'Annexe C du projet de Texte ministériel envoyé à la Conférence ministérielle de Cancún comprenait 24 recommandations des Membres en vue d'une action spécifique concernant 25 propositions axées sur des accords particuliers. Ces progrès avaient été consignés dans le paragraphe 11 du projet révisé de Texte ministériel, qui prévoyait l'adoption des décisions figurant dans l'Annexe C de ce texte. Il prévoyait également que les travaux sur les propositions renvoyées aux organes de négociation ou aux autres organes de l'OMC seraient poursuivis dans le cadre de ces organes, sous la supervision étroite du Conseil général, et que les travaux sur les propositions restantes axées sur des accords particuliers, et autres questions en suspens, seraient menés par la Session extraordinaire. Par suite des préoccupations exprimées par certains Membres au sujet du nombre de recommandations formulées à l'Annexe C du projet de Texte ministériel, trois autres recommandations y avaient été incluses à Cancún. Cependant, comme le projet de Texte ministériel, l'Annexe C n'avait pas été adoptée à Cancún, si bien que les 28 propositions sur lesquelles il existait un accord de principe devaient encore être adoptées.

9. Il a précisé qu'après avoir été nommé Président de la Session extraordinaire, il avait étudié l'ensemble des propositions axées sur des accords particuliers et mené un certain nombre de consultations bilatérales informelles. S'appuyant sur son analyse des propositions et sur les points de vue informels de certains Membres, il a tenté de dresser un bilan succinct du programme de travail sur le traitement spécial et différencié pour déterminer comment progresser au mieux et sortir de l'impasse. Selon lui, les discussions menées jusque-là sur le traitement spécial et différencié n'avaient guère été productives, en ce sens qu'aucun résultat tangible n'avait pu être obtenu. Les débats avaient fait apparaître des positions extrêmes et engendré des perspectives divergentes, non seulement en ce qui concernait les propositions proprement dites, mais aussi pour ce qui était du processus. D'où l'importance, selon le Président, de sortir de l'impasse en repérant les domaines de convergence possibles, ce qui dépendrait de la volonté politique des Membres, de leur souplesse et de leur créativité. Bien qu'ayant lui-même quelques idées sur la façon de procéder, il préférait que les Membres disent comment ils envisageaient la poursuite du programme de travail sur le traitement spécial et différencié. À cet égard, il leur a posé trois questions. La première visait à savoir quelle suite les Membres souhaitaient donner aux propositions sur lesquelles il existait un accord de principe. Dans la deuxième question, il a invité les Membres à dire comment on pouvait rendre les discussions en cours sur le traitement spécial et différencié plus productives et, dans la troisième, il leur a demandé de formuler des suggestions quant à la voie à suivre pour réaliser l'instruction donnée à Doha de rendre le traitement spécial et différencié plus précis, plus effectif et plus opérationnel.

10. Le Président a poursuivi en indiquant qu'il était disposé à entendre toute observation liminaire éventuelle des Membres, bien qu'il eût l'intention d'engager d'autres consultations informelles avec eux, dans un cadre plurilatéral et non limitatif, pour étudier en profondeur les points liés à ces questions. De la sorte, les Membres auraient la possibilité de réfléchir à la façon dont ils pourraient

poursuivre leurs travaux et aborder les domaines de convergence dans lesquels ils pourraient progresser. Soucieux de favoriser un échange de vues franc et ouvert sur la voie à suivre et la structure des travaux futurs de la Session extraordinaire, il a proposé que la réunion passe au mode informel.

11. La réunion s'est poursuivie en mode informel.

12. Au cours des consultations informelles, les Membres se sont déclarés largement favorables à la démarche du Président. Cependant, des divergences de vues étaient apparues sur le point de savoir quelle suite il y avait lieu de donner à l'ensemble des 28 propositions. Certains Membres ont relevé que même si un énorme travail avait été accompli sur les propositions axées sur des accords particuliers, il restait un grand nombre de propositions en suspens. Ces Membres estimaient par ailleurs qu'il y avait lieu de renforcer ces propositions, ce qui permettrait à leurs partisans de reprendre confiance dans le processus. D'autres Membres, en revanche, étaient d'avis que les travaux futurs devaient tirer parti des progrès accomplis, et que l'ensemble des 28 propositions constituait un domaine de convergence qui devait être adopté dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, qui devait faire partie de toute série de propositions que les Membres décideraient peut-être d'adopter en juillet 2004. Ils considéraient en outre qu'une remise en chantier des propositions ne serait pas productive.

13. En ce qui concernait la façon de rendre les débats sur le traitement spécial et différencié plus productifs, un grand nombre de Membres ont exprimé le besoin d'examiner le lien entre commerce et développement et, pour les travaux sur le traitement spécial et différencié, de suivre une approche plus horizontale. On a aussi insisté sur la nécessité d'abandonner le processus mécanique auquel les Membres avaient été associés, et de fonder les travaux sur le traitement spécial et différencié sur une nouvelle approche. On a jugé important que tout ensemble de dispositions susceptible d'être mis au point d'ici à juillet inclue une forte composante développement. Il a été relevé que, bien que le cadre sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles aurait une composante relative au traitement spécial et différencié, il serait important de donner suite aux travaux réalisés par la Session extraordinaire et de les incorporer dans cet ensemble. Certains Membres ont considéré qu'il était important de prendre en compte certaines des questions horizontales sous-jacentes qui devaient encore être traitées, dont l'incorporation du traitement spécial et différencié dans l'architecture des règles de l'OMC; le mécanisme de surveillance; les objectifs et principes du traitement spécial et différencié; les besoins spéciaux de groupes particuliers de pays, etc., estimant qu'un débat sur certaines de ces questions transversales aiderait à trouver des réponses aux propositions restantes axées sur des accords particuliers. D'autres Membres, en revanche, se sont déclarés réticents à examiner des questions transversales, craignant qu'un tel exercice ne détourne l'attention des propositions axées sur des accords particuliers. Ils ont indiqué qu'ils avaient toujours émis des réserves au sujet des questions transversales et qu'ils n'étaient disposés à les examiner qu'une fois que des progrès auraient été enregistrés sur l'instruction qui avait été donnée de rendre les dispositions relatives au traitement spécial et différencié plus précises, plus effectives et plus opérationnelles.

14. Le Président a remercié les Membres pour ce débat utile qui lui avait permis de mieux comprendre les questions en jeu. Il a réaffirmé son intention d'engager des consultations informelles au cours des mois à venir, à partir des questions qu'il avait soulevées grâce à l'examen desquelles il espérait que des progrès tangibles pourraient être accomplis. Il a proposé que la réunion revienne au mode formel pour examiner le dernier point de l'ordre du jour.

15. La réunion est ensuite revenue en mode formel.

D. AUTRES QUESTIONS

16. Aucune question n'ayant été proposée pour examen au titre de ce point de l'ordre du jour, le Président a remercié les Membres et a levé la séance.
-